

Argumentaire tract de rentrée (28/10/15)

Recto

Brise-Glace

Tendre le tract :

- Le climat pas sans moi !
- On bouge ou bien ?
- Citoyens mobilisés pour le climat !
- Climat, personne ne le fera à notre place !

> à compléter en fonction des retours sur le terrain.

Avec le réchauffement mes soucis vont-ils fondre ?

> possibilité d'établir le dialogue de façon détendue à partir des préoccupations des citoyens

Et si l'urgence climatique était l'occasion de créer une société plus juste et plus solidaire ? (> Qu'en pensez vous? Interpellation de l'interlocuteur)

- Nous sommes à la croisée des chemins. La crise climatique nous a mis face aux nombreuses impasses de notre système économique. Nous devons profondément revoir ce système pour s'attaquer au réchauffement. En raison des réorientations monétaires massives nécessaires la transition est une opportunité pour corriger les injustices sociales.
- Nous savons que plus de justice sociale est bon pour le climat, car les personnes riches polluent beaucoup plus que les personnes pauvres, par leur consommation et leurs habitudes de voyage notamment.
- Enfin, une transition aura des impacts bénéfiques pour tou-te-s : baisse des factures d'énergie, nourriture plus saine, créations d'emplois, meilleure qualité de l'air, démocratie énergétique... la justice et l'équité feront partie des bénéfices de l'action climatique!

“La mesure préalable à toutes ces mesures (écologiques) c'est la réduction des inégalités sociales” - René Dumont

Qui était René Dumont ? René Dumont est l'un des grands fondateurs du mouvement écologiste français, candidat aux élections en 1974.

Pourquoi cette citation ? Parce que dans un contexte où nous comptons 6 millions de chômeurs, et que le chômage représente la première préoccupation des Français-es, il est difficile de demander aux Français-es de s'intéresser à une question lointaine, à laquelle ils ne se sentent pas lié-e-s. On ne pourra accomplir de transition dans un contexte d'inégalités et de précarité croissante.

Notre maison brûle et nous regardons ailleurs

Les scientifiques savent que l'activité humaine a impact sur l'atmosphère depuis 40 ans, et nos décideurs négocient un accord international depuis plus de 20 ans. Depuis le début des négociations dans les années 1990, nos émissions ont continué d'augmenter de 60% au niveau mondial.

Nous ne prenons pas la mesure du danger climatique et continuons de repousser à plus tard des décisions urgentes. Pour avoir une chance de rester sous le seuil de 2°C, nous devrions être en train de réduire nos émissions de 10% par an... nous en sommes très loin.



Verso

Des alternatives concrètes existent

Toutes les solutions au réchauffement existent déjà- ce n'est plus un problème technique. Il ne manque que la volonté politique !

Au niveau individuel, je peux choisir :

> De changer de banque

La campagne *Finance Responsable* des Amis de la Terre invite les particuliers à changer de banque, pour choisir une banque plus responsable, telle que la Nef ou le Crédit Coopératif. Vous pouvez également placer votre épargne à Energie partagée, un fonds citoyen qui permet de financer des projets d'énergie renouvelable. <http://jechangedebanque.eu>

> Mes sources d'information

Une poignée de millionnaires détiennent plus de 90% des sources d'information en France. Récemment l'exemple de la censure du documentaire sur l'évasion fiscale par Vincent Bolloré sur Canal+ a encore montré comment ces liens entre grands hommes d'affaire et médias est dommageable à notre démocratie et la justice sociale. Soutenez des médias indépendants, tels que *Médiapart*, *Bastamag*, *Reporterre*, *L'âge de faire*, *Alternatives Economiques*...

> De participer à une AMAP

Les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, ou "AMAP", sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique. Le principe est de créer un lien direct entre des paysans et des consommateurs, qui s'engagent à acheter la production régulièrement à un prix équitable choisi en commun, et en payant par avance. Le mouvement a trois objectifs affichés : une nourriture écologique, équitable socialement et économiquement viable. Il existe en France environ 2 000 AMAP, fournissant 66 000 familles, soit près de 270 000 consommateurs.

> De soutenir l'ESS

Développer l'Economie sociale et solidaire (ESS) est un élément clé du changement de société que nous appelons de nos vœux. L'ESS ouvre en effet la voie d'un modèle économique et social au service des citoyens, au plus près des territoires. Elle cherche à produire et à répartir plus équitablement les richesses, à animer un projet économique de manière plus respectueuse des personnes, de l'environnement et des territoires. C'est une économie qui rassemble, qui a déjà fait les preuves de son efficacité et qui peut se développer dans tous les domaines.

> De soutenir des monnaies locales

Le mouvement des monnaies locales se propage dans toute la France. Toulouse, Pays Basque, à Montreuil... villages, villes et départements adoptent maintenant leur propre monnaie. Deux objectifs et avantages principaux : favoriser les commerces locaux et sortir des capitaux du circuit de la finance spéculative en plaçant l'épargne qui finance ces monnaies dans des projets d'avenir aux objectifs écologiques et sociaux.

> De changer de fournisseur d'électricité

Aujourd'hui, chacun peut s'engager personnellement dans le renouvelable en changeant de fournisseur d'électricité. Enercoop est le seul fournisseur d'électricité à s'approvisionner directement et à 100% auprès de producteurs d'énergie renouvelable (solaire, éolien, hydraulique et biogaz) et ses bénéficiaires sont réinvestis dans les énergies renouvelables. Il s'agit également du seul fournisseur d'électricité sous forme coopérative : passer à Enercoop équivaut donc à remettre l'électricité dans les mains des citoyens.

Je peux m'engager :

> A participer à Alternatiba :

Depuis son lancement à Bayonne en octobre 2013, le mouvement des villages des alternatives Alternatiba prend son envol. En 2015 seule, plus de 50 villages sont déjà prévus partout en France et à l'international : à Buenos Aires, Bilbao, Genève, Vienne, en Angleterre... Le principe de la mobilisation : montrer tous les bénéfices sociaux, environnementaux et économiques d'une transition. Le changement climatique n'est pas seulement un danger, c'est aussi l'occasion de repenser notre monde. Les villages citoyens rassemblent ainsi tous les acteurs qui construisent déjà le monde de demain : agriculteurs bio, coopératives, créateurs d'éco-habitats... L'ambiance est chaleureuse et conviviale, le lien social étant un principe clef de la transition.

> Interpeller les élu-e-s

La transition se fait au niveau des territoires ! N'hésitez pas à rejoindre des campagnes de protection de l'environnement locales, notamment au moment des élections.

> Participer à des actions non-violentes

Différents collectifs organisent des actions directes non-violentes : les Désobéissants, ATTAC, les JEDI, Greenpeace, ANV COP21, les Jeunes Amis de la Terre pour attirer l'attention médiatique et interpeller directement les dirigeants ou entreprises... n'hésitez pas à les rejoindre !

> Distribuer le magazine Demain en main

Mensuel qui va paraître prochainement, au prix de 20 centimes le numéro. L'idée est d'informer sur toutes les initiatives porteurs d'alternatives sur le territoire. L'objectif de diffusion est de 300 000 personnes au niveau français.

<http://www.demain-en-mains.info/>

> Lutter contre le TAFTA

Alors que, des deux côtés de l'Atlantique, les économies ne se sont toujours pas remises de la crise, les gouvernements ressortent les vieilles recettes de leurs chapeaux : le libre-échange comme solution à tous les problèmes. La négociation actuelle sur le TAFTA (accord de libéralisation des échanges transatlantiques) s'est transformée en question de sauvegarde de la démocratie. La mobilisation contre ce traité est forte, un projet d'initiative citoyenne européenne rassemble aujourd'hui plus de 3 millions de signatures.

> A organiser un débat public près de chez moi

Contactez le Collectif Roosevelt si vous souhaitez organiser une soirée-débat avec nous près de chez vous ! contact@collectif-roosevelt.fr

Je peux exiger :

> La séparation des activités bancaires

Pour protéger l'épargne des citoyens et ne pas faire courir de risques aux finances publiques ni au financement de l'économie réelle, une séparation étanche entre banques de dépôt et banques d'affaires est nécessaire. Les lobbies ont fait pression sur les députés et le gouvernement au moment de l'élaboration de la loi en France, moins de 1% des activités sont concernées par la séparation. Le danger persiste donc et la mobilisation ne doit pas faiblir.

> La semaine de 30h

La transition passera également par un questionnement sur nos façons de travailler et par une réflexion sur le lien entre travail et emploi. Comme le montrent les travaux de la sociologue Dominique Méda, remettre le bien-être et l'environnement au centre de notre modèle social nous obligera à nous interroger sur le sens du travail, sur la nécessité de mieux partager le travail et les revenus, voire à remettre en cause certains gains de productivité réalisés.

Le Collectif Roosevelt préconise ainsi de rouvrir le débat sur le temps de travail, afin de mieux le partager,

> Une autre Europe, sociale et solidaire

Depuis des années, nous sommes nombreux à militer pour l'adoption d'un vrai Traité de l'Europe sociale, pour ne pas se résigner à de tels niveaux d'injustice. L'Europe sociale nous est promise depuis plus de 20 ans, nous l'attendons toujours !

> Un pacte européen Energie climat pouvoir d'achat

En 2008, 1 000 milliards d'euros ont été mobilisés pour sauver les banques. Il est inconcevable que l'on ne consacre pas aujourd'hui une somme au moins équivalente à la sauvegarde du climat. Nous proposons un pacte européen énergie-climat-pouvoir d'achat : la BCE pourrait mettre à disposition auprès de la Banque Européenne d'Investissement des financements à des taux proches de 0 % pour le lancement d'un vaste Plan Européen d'Economie d'Energie géré de façon décentralisé.

> Interdire les marchés publics aux entreprises présentes dans les paradis fiscaux

Vu la gravité de la crise des finances publiques, ce double discours n'est plus acceptable. Plutôt que d'imposer aux peuples des plans d'austérité qui aggravent la crise, l'Etat doit déclarer la guerre aux paradis fiscaux :

- en rendant obligatoire la transparence des comptes des entreprises : toutes les entreprises doivent rendre des comptes sur leur activité pays par pays et déclarer l'existence de filiales dans des paradis fiscaux ou des centres offshore.
- en boycottant les entreprises ayant des filiales dans ces paradis fiscaux : l'État et l'ensemble des collectivités locales (régions, départements, communes et communautés de communes...) ne doivent plus accorder aucun marché public à une entreprise (banques, entreprise de travaux publics, fournisseurs de systèmes informatiques...) qui a des filiales dans des paradis fiscaux et qui échappe ainsi aux impôts qui financent l'école, la santé, la police ou les retraites.

Plus d'alternatives concrètes dans le [répertoire de l'écologie au quotidien](#) du Collectif des Associations citoyennes

3 mesures d'urgence

1/ Financer l'isolation thermique pour :

- créer des emplois :
- réduire nos factures d'énergie
- réduire nos émissions de gaz à effet de serre

Jusqu'ici l'effort politique n'a pas été suffisant pour rendre l'isolation accessible à toutes et tous. L'Etat se doit de rendre la transition possible. En chiffres (10 milliards d'€/an) pour réduire fortement les émissions de CO2 du secteur, économiser 1 000 euros par an et par ménage sur leur facture énergétique et créer 200 000 emplois en 10 ans en France

2/ Passer à 100% renouvelable en 2050 est possible

- le nucléaire ne nous sauvera pas ; son coût augmente régulièrement, l'industrie émet du CO2 et l'uranium n'est pas une ressource renouvelable.
- la France en retard par rapport à son objectif de 2020 : il faut accélérer les efforts maintenant !
- potentiel énorme : prendre exemple sur nos voisins danois et allemands, où l'énergie renouvelable s'envole depuis 20 ans, et est portée non pas par les multinationales mais par les citoyen-ne-s.

>> En savoir plus : rapports [de l'ADEME](#) et [de Greenpeace](#)

3/ Libérer les financements du climat

- cesser les subventions au fossile : au niveau mondial le fossile est 5 x plus subventionné que le renouvelable. (20 milliards d'€/an)
- boycotter les paradis fiscaux : l'évasion fiscale nous coûte environ 60 milliards d'euros par an ! Lutter contre l'évasion fiscale dégagerait des financements pour la transition.
- créer une vraie TTF : 2 avantages -> réguler la finance et financer la transition. Elle pourrait rapporter des milliards par an, selon le niveau d'ambition politique. (37 milliards d'€/an)
- stimuler l'investissement par l'épargne populaire (Énergie partagée, Enercoop, la Nef) et le financement participatif.

Le Collectif Roosevelt :

Le Collectif Roosevelt est un mouvement citoyen d'action et de formation politique créé en 2012 par Stéphane Hessel, Edgar Morin, Susan George, Cynthia Fleury, Pierre Larrouturnou... Aujourd'hui, plus de 110 000 citoyens ont signé son manifeste et 20 groupes locaux sont actifs en France. Le but de notre collectif est simple : provoquer un sursaut ; dire la gravité de la crise et alimenter le débat démocratique. Nous posons un diagnostic alternatif sur les causes de la crise : crise sociale, crise financière, crise écologique, crise démocratique... nos sociétés approchent aujourd'hui un point de rupture.

Nos ressources pédagogiques :

8 pages disponibles sur le site + 3 livres sur la finance, la croissance et le climat

<http://collectif-roosevelt.fr/actu/3-brochures-pour-stimuler-le-debat-sur-les-questions-du-travail-des-banques-et-du-climat/>

1 millions d'emplois verts possibles d'ici 2030 :

Une étude britannique a montré que réduire les émissions de gaz à effet de serre de 90% en 20 ans permettrait de créer plus d'un million d'emplois. Qu'est-ce qu'on attend ?

En France c'est Jean-Gadrey qui a fait le calcul. [En savoir plus sur son blog.](#)

On ne peut pas tout savoir, si vous n'avez pas toutes les réponses, n'hésitez pas à proposer un échange par email, à participer au groupe local ou à renvoyer sur la boite contact@collectif-roosevelt.fr